

Braun, Aurel. *Small-State Security in the Balkans*. Totowa (N.J.), Barnes and Noble Books, 1983, 334 p.

Marc Larochelle

Volume 16, numéro 1, 1985

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/701816ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/701816ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Larochelle, M. (1985). Compte rendu de [Braun, Aurel. *Small-State Security in the Balkans*. Totowa (N.J.), Barnes and Noble Books, 1983, 334 p.] *Études internationales*, 16(1), 182–184. <https://doi.org/10.7202/701816ar>

et à s'orienter plutôt vers le concept d'opérations plus limitées dirigées contre différents objectifs militaires. On cherche donc à donner plus de flexibilité à cette politique et à la lier plus étroitement avec les programmes d'acquisition d'armement.

En terminant la lecture de ce livre, on peut avoir l'impression de ne pas avoir accru substantiellement sa compréhension du sujet, mais ceci n'est pas le fait des auteurs. On se retrouve avec beaucoup plus d'interrogations et d'hypothèses difficilement vérifiables qu'avec des réponses précises et claires. Ainsi au plan technique, les experts avouent qu'on en est encore au tout début du développement de ce nouveau système. Parallèlement, on ne semble pas beaucoup plus avancé dans la formulation des doctrines de défense devant étayer ce programme américain et lui trouver une place dans l'ensemble de la politique de défense. On s'aperçoit donc qu'il reste à parcourir un chemin beaucoup plus long que celui parcouru jusqu'à maintenant et qu'en cours de route des changements d'orientation radicaux, causés par exemple par de nouvelles réalisations techniques, sont toujours possibles. Sans se faire les promoteurs inconditionnels du programme d'armes au laser dans l'espace, puisque mention est faite ici et là des arguments les plus solides des opposants à ce projet, les auteurs de l'ouvrage concluent d'un commun accord qu'il vaut la peine d'aller de l'avant avec ce programme et d'y engager des crédits importants malgré les incertitudes.

André FARAND

Ministère des Affaires extérieures
Ottawa

HISTOIRE DES RELATIONS INTERNATIONALES

BRAUN, Aurel, *Small-State Security in the Balkans*. Totowa (N.J.), Barnes and Noble Books, 1983, 334 p.

Cet ouvrage constitue un apport à la connaissance de la réalité contemporaine des Bal-

kans. Le premier chapitre du livre cherche à définir une série de concepts: sécurité, petits États, formes de comportement, États balkaniques, intégration, communauté pluraliste de sécurité, alliance, non-alignement et processus visant la concorde (*concordization*). Ici, Braun fait principalement appel à deux sortes de littérature: a) celle sur les petits États, avec des auteurs tels que Trygve Mathisen, Robert L. Rothstein, David Vital et Anette Baker Fox; et b) celle sur l'intégration, avec David Mitrany, Ernst B. Haas, Léon N. Lindberg, Karl Deutsch, Amitai Etzioni et Philippe C. Schmitter. De plus, dans ce chapitre, Braun compare le Conseil nordique à la région balkanique.

Ce sont les notions de « bilatéralisme » et de « multilatéralisme » qui feront l'objet de la discussion au deuxième chapitre. En premier lieu, Braun examine l'approche dite marxiste de coopération multilatérale. Il mentionne ici les expériences de Tito, de Dimitrov et de la fédération slave du sud. En deuxième lieu, l'auteur relate des expériences de système multilatéral de défense: les Congrès balkaniques, l'Entente balkanique et le Traité de Bled en 1954. En troisième lieu, Braun nous parle de l'échec de l'intégration à caractère agraire. Il s'agit du projet du Premier ministre Stambolijki de Bulgarie, mort en 1923, qui cherchait à rapprocher les États balkaniques sur la base d'une union à caractère agraire. En quatrième lieu, il est fait état des problèmes d'application de la théorie néo-fonctionnaliste de l'intégration, au niveau d'une analyse des relations multilatérales balkaniques. Enfin, l'auteur entreprend une étude systématique du commerce à l'intérieur de la région des Balkans.

Le troisième chapitre traite notamment de l'Organisation du traité de Varsovie, du Conseil d'assistance économique mutuelle, et de leurs rapports avec la région des Balkans. Braun remarque (p. 100) que les pays du nord (Pologne, Allemagne de l'Est et Tchécoslovaquie) ont plus d'importance, sur le plan de la politique militaire soviétique, que les pays du sud (Bulgarie et Roumanie).

Comme dans le troisième chapitre, Braun parle au quatrième des organisations régiona-

les et de leurs rapports avec les Balkans. Mais cette fois-ci, il s'agit du bloc de l'Ouest, avec l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord et la Communauté économique européenne.

Vient ensuite une étude du cas bulgare, au cinquième chapitre. L'auteur relève pertinemment l'importance des relations soviéto-bulgares. On remarquera, avec intérêt, la discussion portant sur les relations bulgaro-yougoslaves et la question macédonienne.

Le litige greco-turc constitue le sujet du sixième chapitre. Braun conclut son livre par une réflexion sur: 1) les facteurs extérieurs influençant les Balkans; 2) le nationalisme; et 3) l'impact des pays de l'Ouest.

Passons à la critique du livre. Braun remarque (p. 86) le contrôle soviétique de l'Organisation du traité de Varsovie. Mais il a omis de mentionner que selon la Roumanie, le commandement en chef ne devrait pas toujours être réservé à un officier soviétique.

L'auteur note (p. 149) que les Albanais sont opposés au rapprochement entre la Chine et la Yougoslavie. Mais il aurait dû ajouter que cette opposition s'est traduite par un rejet de toute tentative visant à associer le « mouvement des pays non-alignés » des Yougoslaves au « troisième monde », tel que conçu par les Chinois.

Au demeurant, certaines affirmations sur la politique étrangère albanaise sont discutables ou nécessitent plus de commentaires. Braun croit (p. 176 et p. 258) en la possibilité d'un développement des relations entre l'Albanie et la C.E.E.. Il ajoute que cela pourrait sortir l'Albanie de son « isolement ». Pourtant, dans la *lettre du comité central du Parti du travail et du gouvernement albanais au comité central et au gouvernement chinois*, du 29 juillet 1978, on est très critique à l'égard de cette organisation internationale « créée », dit-on, « pour maintenir sous la servitude capitaliste le prolétariat d'Europe et pour opprimer et exploiter les peuples des autres pays. » Braun aurait dû mentionner ce genre de réaction d'hostilité envers la C.E.E.. De plus, il affirme (p. 149) qu'aux yeux des Albanais l'URSS constitue la menace principale... Un

peu comme le fait la théorie chinoise des trois mondes. En vérité, les Albanais n'ont pas les mêmes positions politiques que les Chinois. Le dirigeant albanais, Enver Hoxha, juge qu'on doit dénoncer le « social-impérialisme » soviétique en même temps que l'impérialisme américain (Voir le tome II de ses *Réflexions sur la Chine*). Et il critique la théorie chinoise des trois mondes sur ce point. D'ailleurs, le 7 juillet 1977, un éditorial du *Zëri i Popullit*, Organe du comité central du Parti du travail d'Albanie, précisait bien qu'« il faut combattre aussi bien le Pacte de Varsovie que l'OTAN... » Les Albanais semblent plus réticents que les Chinois à considérer l'URSS comme la menace principale. En tout cas, ils sont moins disposés à s'ouvrir au monde capitaliste que la Chine de Teng Hsiao-ping, dans le but de s'opposer à l'URSS. Ces considérations donnent une vision plus claire de la politique étrangère albanaise.

Braun fait quelques petites bourdes au sujet de l'OTAN. Il affirme (p. 121) que cette dernière a été créée en 1949. En réalité, c'est le Pacte Atlantique. L'OTAN n'est apparu qu'à la suite de la convention d'Ottawa du 20 septembre 1951. De plus, l'auteur affirme (p. 125) que la France demeure un membre de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord. Pourquoi, dans ce cas, le général De Gaulle aurait-il annoncé, le 10 mars 1966, que la France, sans remettre en cause le Pacte Atlantique, a décidé de se retirer de l'Organisation greffée au Pacte ?

L'ouvrage tend à favoriser une perspective « bipolarisante » de la réalité des Balkans. Les chapitres 3 et 4 consacrent respectivement aux relations balkaniques avec le « pôle » de l'Ouest et celui de l'Est. Et l'auteur trouve (p. 25) que le « non-alignement ne représente pas une alternative réaliste pour les États balkaniques en quête de sécurité ». Pourtant, quelques pratiques politiques balkaniques (pas seulement le non-alignement des Yougoslaves) se conforment mal avec une perspective d'analyse très « bipolarisante » : notamment le phénomène d'indépendance et d'autonomie albanaise, et la politique étrangère relativement autonome de la Roumanie.

Malgré ces réserves, Aurel Braun, professeur adjoint de relations internationales, à l'Université de Toronto, a écrit un livre utile. Bien documenté dans l'ensemble, cet ouvrage est à mettre entre les mains de tous ceux qui s'intéressent aux Balkans.

Marc LAROCHELLE

*Département de science politique
Université de Moncton, N.B., Canada*

HAMMOND, Thomas T. (ed.), *Witnesses to the Origins of the Cold War*. Seattle, University of Washington Press, 1982, 328 p.

Constatant que l'on avait peu de témoignages de représentants américains qui ont vécu sur place le début de la guerre froide en Europe de l'Est, l'éditeur, Thomas Hammond, a décidé de présenter dans cet ouvrage les textes qu'il a recueillis de dix d'entre eux. Il s'agit de militaires ou de fonctionnaires stationnés entre 1944 et 1948 dans un des pays du bloc communiste: Russie, Yougoslavie, Tchécoslovaquie, Bulgarie, Roumanie, Hongrie, Pologne, de même qu'en Grèce, en Allemagne et en Autriche. Ces témoins, presque tous alors au début de leur carrière, sont devenus depuis, des universitaires distingués ou des hauts fonctionnaires. Plusieurs ont publié sur la guerre froide ou sur les pays de l'Est. On pense ici à Georges Kennan, Cyril Black, Martin Herz et William Hardy McNeill.

Dans son introduction, Hammond résume le grand débat qui se continue depuis des années en Occident sur la guerre froide. Il y présente la thèse traditionnelle ou libérale, de même que la thèse révisionniste. Il fait état des interprétations récentes qu'il appelle « postrévisionnistes » et qui critiquent les partis pris des deux écoles et leurs positions extrémistes. Il rappelle, comme d'autres l'ont souligné, que la plupart des révisionnistes sont des spécialistes de la politique extérieure américaine, dont ils peuvent critiquer les erreurs, mais, qu'ils n'ont, comparativement, que peu d'expertise concernant la politique soviétique.

Hammond soulève les divers aspects de la controverse: Qui de l'URSS ou des États-Unis, est responsable du début de la guerre froide? Les leaders portent-ils la responsabilité principale, ou est-ce plutôt les systèmes qu'ils représentent, capitalisme et socialisme? Que penser du partage de zones d'influence en Europe? L'action des Soviétiques était-elle expansionniste ou seulement défensive? Les États-Unis ont-ils utilisé la « diplomatie atomique »? Est-ce la poursuite d'intérêts économiques en Europe de l'Est, qui a inspiré la conduite de la politique extérieure américaine? L'URSS voulait-elle à la tête des pays de l'Europe de l'Est, des gouvernements simplement amis ou neutres, ou voulait-elle nécessairement des régimes communistes soumis à ses ordres. Dans sa politique européenne, le Kremlin était-il inspiré par l'idéologie révolutionnaire ou par les intérêts nationaux russes traditionnels.

Chacun des dix textes qui suivent rappelle les événements vécus par les auteurs dans un des pays en cause et est sensé présenter l'interprétation qui était la leur à l'époque. Cependant, comme ce sont des textes récents, il est évident que les auteurs ont été influencés dans leur présentation, par ce qui s'est passé depuis. Dans ce sens il eut été préférable d'avoir des documents d'époque. Ces « souvenirs » soulèvent donc le même intérêt et appellent les mêmes réserves de la part de l'historien que le genre « Mémoires ».

Après avoir pris connaissance de ces textes, le lecteur sera sans doute d'accord avec les conclusions qu'en tire Hammond. Premièrement, que ces représentants américains en Europe de l'Est étaient au départ plutôt bien disposés envers l'URSS, comme il convient à l'égard d'un allié de guerre. Seuls Kennan, qui avait servi plusieurs années en URSS et Davies, qui avait administré un camp pour citoyens soviétiques déplacés en Allemagne en 1945, avaient des doutes à ce sujet. Les auteurs ont été désappointés, lorsqu'ils sont venus en contact avec les officiels soviétiques, qu'ils ont trouvé secrets, entêtés, non coopératifs et autoritaires, agissant souvent unilatéralement dans des domaines qui relevaient de la Commission de Contrôle alliée. Ils ont été